

est débattue ce soir, je me réfèrais justement au rapport du Vérificateur général, à la note 4.44, où on dit qu'une centaine de millions de dollars ont été donnés en cadeaux à des compagnies canadiennes ou multinationales pendant qu'on demande aux Canadiens, à des gens qui vivent dans des milieux ruraux, de se voir couper leurs services postaux, fermer leurs bureaux de poste au nom du déficit. S'il faut réduire le déficit, pourquoi faire des cadeaux d'impôt? Ne faudrait-il pas appliquer cette mesure de contraintes budgétaires à tout le monde et pas seulement à ceux qui ont le plus besoin de ces services, madame la Présidente?

• (1800)

[Traduction]

Le gouvernement réduit l'efficacité, si on a jamais pu parler d'efficacité, du service postal. Un soir, Dick Watson, de Surrey, en Colombie-Britannique, a constaté en rentrant chez lui que l'on était en train de creuser un trou en face de sa maison pour installer une superboîte aux lettres. Il avait investi toutes ses économies dans l'achat d'une maison pour sa famille et tout à coup, il constatait qu'il perdrait sa paix et sa tranquillité en raison de toute la circulation que créerait cette superboîte. Que dirait le ministre si cela devait lui arriver? Une fois de plus, le gouvernement a prouvé qu'il est mal tombé dans le choix de ceux qui doivent faire les frais de ses efforts de réduction du déficit vu que les entreprises et les multinationales bénéficient de millions de dollars en exemptions fiscales.

[Français]

**M. Pierre H. Vincent (secrétaire parlementaire du ministre des Finances):** Madame la Présidente, je suis heureux de participer à ce débat. Je trouve cela indécent, et il n'y a pas d'autre mot que «indécent», ce que vient de nous raconter le député de Saint-Léonard—Anjou (M. Gagliano). Madame la Présidente, le député de Saint-Léonard—Anjou parle du dossier des Postes et en même temps nous parle des grandes compagnies et des crédits d'impôt. Mais la loi fiscale telle qu'on la connaît, madame la Présidente, c'est son gouvernement, lorsqu'il était au pouvoir, qui a créé une loi de l'impôt qui est épaisse comme cela, qui a créé une loi de l'impôt avec des crédits pour la recherche scientifique, qui a créé une loi de l'impôt avec des abris fiscaux pour les bateaux, les hôtels, qui a permis la création de sociétés en commandite où justement on faisait toutes sortes de belles passe-passe au niveau fiscal. Ce n'est pas notre gouvernement, c'est son gouvernement qui a créé cela, et depuis 1984, madame la Présidente, on s'efforce de remettre en ordre cette loi-là qui était décrite par les fiscalistes, par la population en général, comme une loi impossible à comprendre, impossible à appliquer, une loi qu'on ne voulait plus et qu'on continuait... le ministre des Finances, dans son dernier Budget, sous l'ancien gouvernement libéral, allait encore augmenter les complications à la Loi de l'impôt. Deux mois après avoir été élu, madame la Présidente, ce qui veut dire en novembre 1984, on s'est immédiatement occupé du problème du crédit d'impôt à la recherche scientifique, pas trois ans après, on l'a réglé le problème. On a réglé le problème deux mois après avoir été élu. En mai 1985, on a réglé le problème des abris

fiscaux pour les bateaux, les hôtels, que son gouvernement avait mis en place.

**M. Gagliano:** Et l'exemption de gains en capital en Floride?

**M. Vincent:** Oui, et on a, madame la Présidente, avec honneur, donné une exemption de gains en capital de 500 000 \$. Et je me souviens avoir vu une émission de télévision où le député de Laval-des-Rapides (M. Garneau) était présent et où il s'est fait dire par tous les participants à la table ronde qu'il faisait de la basse politique en critiquant le crédit d'impôt, l'exemption de gains en capital de 500 000 \$. Il s'est fait dire cela en pleine télévision par tous les participants. Il s'est fait dire: Mais vous, le député de Laval-des-Rapides, ancien président de banque, comment pouvez-vous être contre une mesure aussi importante au niveau économique, aussi bonne pour tous les Canadiens et Canadiennes, pour les agriculteurs de l'Ouest comme pour ceux du Québec, pour les petites entreprises de tout le pays, comment pouvez-vous être contre cela? Vous faites de la basse politique. Et, aujourd'hui, madame la Présidente, le député de Saint-Léonard—Anjou (M. Gagliano) fait encore une fois de la basse politique.

On a un problème, le déficit aux Postes. C'est vrai. On a un problème au niveau de la Loi de l'impôt, elle est trop compliquée. Il y avait trop d'abus fiscaux de toutes sortes. On est en train de régler cela. Et j'espère qu'avec ce que je viens de mentionner, le député de Saint-Léonard—Anjou va avoir compris.

• (1805)

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR—A) L'ANNONCE DE LA FERMETURE D'UNE SCIERIE À NAIRN, EN ONTARIO. B) LE RÉTABLISSEMENT DES EMPLOIS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, le 26 novembre, j'ai posé une question à la ministre du Commerce extérieur (M<sup>lle</sup> Carney) au sujet des intentions du gouvernement face au droit compensateur imposé par les États-Unis sur le bois de construction. Ma question était occasionnée par un télégramme envoyé le jour précédent au premier ministre (M. Mulroney) par le premier vice-président des Produits forestiers E.B. Eddy Ltée qui possèdent une grande scierie à Nairn, dans ma circonscription.

Je vous fais lecture de ce télégramme parce qu'il est très important. Il a été envoyé par M. E.F. Boswell, premier vice-président et membre du comité de direction du Conseil canadien des industries forestières. Voici:

Nous, des Produits forestiers E.B. Eddy, avons été choqués de voir le gouvernement changer du tout au tout sa position dans le dossier du droit compensateur imposé sur le bois de construction.

Étant propriétaires de nombreuses scieries en Ontario et au Québec, nous avons dû annoncer aujourd'hui l'interruption des activités de notre scierie de Nairn Centre, en Ontario, la plus grande scierie de la province.

En fait, cette scierie est la plus grande à l'est des Rocheuses.

Nous avons consacré des milliers et des milliers de dollars à appuyer les efforts du Conseil canadien des industries forestières et voilà que votre gouvernement anéantit ces efforts au moment le plus critique pour nous.

Il est incroyable qu'un gouvernement, quel qu'il soit, abandonne de la sorte un secteur aussi important de l'économie canadienne et tous les gens qui y travaillent.